

Un plébiscite pour la milice

[Yves Petignat](#)

Il serait dangereux que l'on transformât le vote de dimanche en plébiscite pour une armée figée et encore largement inadaptée à notre société de compétition

En lançant son initiative en 2010, le GSsA s'est trompé d'époque et de méthode. Nous ne sommes plus dans l'euphorie pacifique d'une Europe en pleine assurance d'elle-même. Le GSsA a sous-estimé la peur de l'instabilité et le besoin de sécurité des Suisses dans un environnement incertain.

En vingt-cinq ans, l'influence et le poids de l'armée dans la société suisse se sont considérablement réduits. D'une armée de près de 600'000 hommes, avec des cours de répétition jusqu'aux approches de la quarantaine, nous sommes en train de passer à une milice de 100 000 hommes qui ne concerne plus guère que les moins de 30 ans.

Les raisons de s'opposer à une militarisation de la société ont dès lors perdu de leur importance à mesure que l'armée s'amenuisait. Le GSsA est apparu d'autant plus décalé que le style de sa campagne, caricatural à outrance, s'attaquait à une armée qui s'éloigne de cette image.

Si les missions de l'armée ne sont pas plus claires, du moins les méthodes de conduite, l'instruction et l'attitude envers la troupe ont-elles beaucoup tiré du monde civil. Maladroite, mal organisée, peu soutenue par la gauche, la campagne du GSsA a aussi ignoré le caractère identitaire de la milice. Et au final le groupe antimilitariste n'a pas su rendre crédible son projet.

Pourtant, l'initiative posait de très bonnes questions. L'inégalité croissante devant l'obligation de servir, la compatibilité toujours plus difficile entre obligations militaires et carrière professionnelle, dans un monde de vive concurrence, le coût indirect du service militaire sur la compétitivité des entreprises, le rôle et les missions de l'armée dans une conception plus large de la sécurité.

Ne serait-ce que pour rendre justice aux quelque 45% de recrues qui accomplissent leur service jusqu'au bout, il serait dangereux que l'on transformât le vote de dimanche en plébiscite pour une armée figée et encore largement inadaptée à notre société de compétition.

L'échec du GSsA renforce Ueli Maurer

[Yves Petignat](#)

Le net rejet de l'initiative contre le service obligatoire rend optimiste le ministre de la Défense pour le Gripen. Mais des chantiers devront être engagés: améliorer l'égalité devant l'obligation de servir et la compatibilité entre les obligations professionnelles et militaires

Le rejet de l'initiative pour l'abrogation du service militaire obligatoire est un plébiscite pour le système de milice. Ce n'est pas pour autant un plébiscite pour l'armée, comme le souhaiterait Ueli Maurer.

Un rejet à quatre contre un! 73,2% de non contre 26,8% de oui. De l'aveu même de Josef Lang, fondateur du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA), le refus du peuple et des cantons de l'initiative «Oui à l'abrogation de l'obligation de servir» est un grave échec.

On est loin des 35,6% de 1986 avec l'initiative pour la suppression de l'armée. Aucun canton pour soutenir le projet de milice volontaire, alors qu'en 1989 Genève et le Jura penchaient pour la

suppression de l'armée.

Pour le GSsA, c'est l'un de ses moins bons résultats, loin des 43,7% de soutien à l'initiative visant à reléguer les fusils dans les arsenaux.

Le président de la Confédération Ueli Maurer, visiblement surpris par l'ampleur de la défaite de l'initiative, se félicite de ce vote considéré comme un très fort soutien à l'armée. «Difficile, en raison des divergences d'opinions et de la confusion chez les initiants, de distinguer entre le soutien au système de milice ou à l'institution militaire, c'est un oui à la sécurité et donc à l'armée», a résumé le ministre de la Défense. Même si le PS, dans une première réaction, estime que le «oui au service militaire obligatoire ne doit pas être confondu avec un oui à l'ensemble de la structure militaire, qui nécessite encore des réformes».

Mais Ueli Maurer maintient: il voit dans son succès de dimanche l'expression d'un très fort besoin de sécurité et la reconnaissance que cela mérite des efforts et qu'il pourra encore investir dans ce domaine. Mais surtout, alors que le parlement vient d'adopter le programme d'acquisition des 22 avions de chasse Gripen, ce vote justifie pour lui un certain optimisme en vue d'une votation sur cet achat de 3,126 milliards l'an prochain.

Il est vraisemblable qu'Ueli Maurer fasse campagne sur le thème de «dire non au Gripen c'est dire non à l'armée», comme son prédécesseur Kaspar Villiger en 1993 avec le F/A-18. Le chef du DDPS a bien indiqué que le besoin de sécurité des Suisses, exprimé dimanche, allait se concrétiser dans l'achat de l'appareil suédois.

C'est comme prévu en Suisse romande que l'initiative du GSsA recueille le meilleur score. A Genève (42,1% de oui) et dans le Jura (41,4%). Dans ce dernier, il y a même un district, celui des Franches-Montagnes, qui se distingue en acceptant de justesse (51%) l'abolition de la conscription. Parmi les «bons» scores du GSsA, on trouve aussi Bâle-Ville (39,1%), puis Neuchâtel (37,6%) et Vaud (34%).

C'est dans les cantons où le taux d'aptitude au service militaire est le plus bas – 49% dans le Jura, 50% à Genève – que l'acceptation de l'initiative est la plus élevée. Et inversement dans les cantons où le plus fort pourcentage de jeunes est déclaré apte (Appenzell, Nidwald, Glaris, Lucerne) qu'elle est le plus fortement repoussée. Les plus forts scores pour le non se retrouvent dans le canton d'Uri (85%), à Nidwald (84,2%) ou en Appenzell (84,2%).

Malgré le très net rejet du projet du GSsA, Ueli Maurer a promis que le couvercle des réformes n'allait pas se refermer; deux groupes de travail vont désormais pouvoir se mettre à une refonte de la protection civile et des conditions du service obligatoire.

L'initiative se retourne en quelque sorte contre ses auteurs. Elle voulait remplacer la conscription obligatoire par une armée de volontaires et un service civil facultatif ouvert aux femmes. Au final, c'est le ministre de la Défense Ueli Maurer qui sort en excellente position pour ses projets de réorganisation de l'armée et même pour l'augmentation de son budget de 4,7 à 5 milliards. Dans un communiqué, l'UDC estime que ce «oui à la sécurité – oui à la liberté» induit qu'à l'avenir «le Conseil fédéral devra mettre à disposition de l'armée au moins les ressources financières et personnelles que vient d'approuver le parlement».

Sans désertier totalement la campagne, le GSsA, affaibli, sera donc contraint de laisser le devant de la scène aux Verts, socialistes et Vert'libéraux dans la campagne sur l'acquisition du Gripen

La campagne du GSsA avait mal démarré, avec un comité hétéroclite de pacifistes, féministes, mouvement masculin, civilistes, aux objectifs parfois contradictoires entre abolition de l'armée et réduction des effectifs de la milice. Les opposants n'ont pas manqué de relever que le seul nom des initiateurs, «Groupe pour une Suisse sans armée», trahissait en réalité les véritables objectifs.

Du côté des supporters, on tente donc de minimiser l'impact du vote de dimanche. Le PS, dont le soutien a été des plus mesurés, parle de ainsi de «rejet regrettable»,

«Les Suisses sont devenus réalistes»

Y. P.

Président de la Société suisse des officiers, le brigadier Denis Froidevaux se dit surpris par un résultat inespéré. «Dans un climat d'insécurité, les Suisses sont devenus réalistes.» Les questions du GSsA n'étaient pas les bonnes et les réponses étaient «fumeuses». Certes, il s'agira d'améliorer l'égalité devant l'obligation de servir et la compatibilité entre les obligations professionnelles et militaires.

Il se réjouit surtout que le peuple ait voulu préserver le lien entre obligation de servir et sécurité. Il s'agira ensuite de définir de quelle sécurité nous avons besoin, et de la place à accorder dans la conception de la société et de l'Etat.

La question qui se posera est aussi celle du «périmètre» de l'obligation, faut-il intégrer les femmes, les jeunes possesseurs d'un permis C dans une obligation générale de servir?

«C'est une grave défaite pour le GSsA»

[Yves Petignat](#)

Vice-président des Verts suisses et membre fondateur du GSsA, l'ancien conseiller national Josef Lang ne cache pas que pour son mouvement «c'est aujourd'hui une grave défaite». Le GSsA a sous-estimé deux phénomènes, selon lui. D'abord, l'adhésion de l'électorat du centre droit à l'obligation de servir comme signe identitaire. Ensuite, le désintérêt de la gauche urbaine, qui ne se sent plus concernée. «Dans les villes, on en est arrivé à un point de dispenses qui fait qu'en réalité n'effectue encore son service que celui qui le veut bien», admet-il.

Le climat d'insécurité en Europe a créé une tension entre liberté et sécurité: «Nous ne sommes plus dans l'euphorie pacifiste de 1989. La crise crée un climat d'incertitude», analyse le vice-président des Verts. Il estime que l'initiative a permis au moins de faire en sorte que le service civil de remplacement ne soit plus contesté par les milieux conservateurs.

Les liens

- [L'échec du GSsA renforce Ueli Maurer](#)
- [«Les Suisses sont devenus réalistes»](#)
- [«C'est une grave défaite pour le GSsA»](#)
- [Carte. Initiative pour l'abrogation du service militaire obligatoire: une marée de «non», et une géographie classique des votes de l'armée](#)
- [Editorial. La milice plébiscitée](#)
- [Le dessin de Chappatte](#)



Malgré le très net rejet du projet du GSsA, Ueli Maurer a promis que le couvercle des réformes n'allait pas se refermer. (Keystone)